

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Nombre de membres en exercice : 79

Présents : 52

Excusés : 18

Absents : 9

REUNION DU 18 DECEMBRE 2023

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-TROIS**, le **LUNDI NEUF OCTOBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **DOUZE DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-TROIS**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, M. BESCHIZZA Bruno, Mme M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouahab, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. BLANCHET Stéphane, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CHAUSSAT Jacques, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. HAN Bo, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, M. MARAN Max, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, Mme PINHEIRO Amélie, M. SAULIERE Gilles,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme de CARVALHO Virginie, Mme BRAIHIM Marwa, M. MILLARD Jean-Luc, M. MORIN Sébastien, M. CANNAROZZO Frank, M. ZANGRILLI François, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. VAZ Micaël, M. LASTAPIS Michel, Mme ELSODY Arhella, M. JIAR Youssef, Mme MOREAU Chantal, M. RANQUET Jean-Philippe, M. MANGIN Anthony, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. RAMADIER Alain, M. CHAVAROC Grégory,

ABSENTS

M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, Mme KHATIM Karima, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa.

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

Mme Virginie de CARVALHO

DELIBERATION N°162 – URBANISME - PLU1 – CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT DU CAUE 93 A L'ELABORATION DU PLU1

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de madame Martine VALLETON,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1^{er} janvier 2016, des établissements publics de coopération Intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite loi climat et résilience ;

Vu le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris ;

Vu le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois ;

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20231218-162-18-12-2023-DE
Date de télétransmission : 27/12/2023
Date de réception préfecture : 27/12/2023

Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique n°2019-1461 du 27 décembre 2019,

Vu l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au président,

Vu la délibération n°36 de l'EPT Paris Terres d'Envol en date du 11 juillet 2020 par laquelle le conseil territorial a délégué ledit jour, à son président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour autoriser au nom du territoire, le renouvellement de l'adhésion aux organismes publics ou privés,

Vu les statuts du CAUE 93, conseil en architecture en urbanisme et environnement

Vu le projet de convention d'accompagnement à l'élaboration du PLUi entre l'EPT et le CAUE,

Vu le budget principal de l'EPT Paris Terres d'Envol,

Considérant que le CAUE 93, en tant qu'organisme de mission de service public, est à la disposition des collectivités territoriales et des administrations publiques, qui peuvent le consulter sur tout projet d'architecture, d'urbanisme, de paysage et d'environnement,

Considérant que les missions du CAUE 93 revêtent un caractère pédagogique afin de promouvoir des politiques publiques qualitatives au travers de missions d'accompagnement des maîtres d'ouvrage, et de contribuer aux démarches de planification stratégique, et qu'il apporte un soutien aux politiques d'aménagement et de développement des collectivités territoriales,

Considérant l'expertise du CAUE 93 sur le territoire,

Considérant que le programme d'activités du CAUE 93, arrêté par son conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale, prévoit notamment la mise en place de conventions de missions d'accompagnement des maîtres d'ouvrage et des collectivités et en détermine la contribution financière corrélée ;

Considérant que les connaissances du territoire départemental, les données acquises et les compétences du CAUE, lui permettront d'accompagner Paris Terres d'Envol sur l'élaboration du PLUi et ses effets par un travail sur :

L'aspect réglementaire : Echanges et relecture de l'écriture des règles communes ;

Les thématiques & Orientations d'aménagement prioritaires : Echanges et relectures sur les thématiques suivantes :

- Volet qualité de l'habitat
- Volet environnement - OAP Trame verte et bleue & Environnement
- Volet activité économique et sobriété foncière

Les modalités de concertation & réunion publique

Considérant les besoins de Paris Terres d'Envol en accompagnement pour l'élaboration du PLUi afin de doter le territoire d'une connaissance précise et de fixer les futures règles au niveau territorial permettant d'intégrer les enjeux actuels et futurs au PLUi,

Considérant le projet de convention entre le CAUE 93 et l'EPT Paris Terres d'Envol, une participation volontaire et forfaitaire, est prévue par l'EPT Paris Terre d'Envol au titre d'une contribution générale à l'activité du CAUE, pour cette mission,

Considérant le montant de la contribution forfaitaire pour la convention, à savoir 4 500 € TTC pour toute la durée, et les missions énumérées par la convention pour une année à partir de la date de la signature de la convention

Considérant que le projet de convention précise les besoins d'accompagnement exprimés par Paris Terres d'Envol auprès du CAUE. Cette convention pourra être renouvelée ou faire l'objet d'avenant selon les besoins de Paris Terres d'Envol,

Considérant le projet de convention ci-annexé,

Considérant qu'il convient de délibérer pour permettre la signature de ladite convention.

Après avoir délibéré,

- **Autorise** le Président de Paris Terres d'Envol à signer la convention définissant les termes de l'accompagnement de Paris Terres d'Envol au CAUE 93 dont le projet est annexé à cette présente délibération.
- **Autorise** le Président de Paris Terres d'Envol à signer la convention annexée ainsi que tout autre convention ou avenant portant sur ce même accompagnement de Paris Terres d'Envol dans le cadre de l'élaboration du PLUi.
- **Dit** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'EPT Paris Terres d'Envol 2024.
- **Précise** que, conformément aux dispositions prévues aux articles R 153-20 et R 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol pour une durée de 1 mois.
- **Précise** que la présente délibération sera publiée au registre des actes administratifs de l'EPT Paris Terres d'Envol.
- **Précise** que la présente délibération sera transmise à :
 - Au Préfet de Seine-Saint-Denis
 - Au conseil d'administration du CAUE 93

Adopté à l'unanimité

